

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 19/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RMN**

RUE GABRIEL PERI  
CS 70032  
59273 Fretin

Références : transmission pour avis d'une note de synthèse RMN/Préfernord – version 0 décembre 2017

Code AIOT : 0007000729

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2023 dans l'établissement RMN implanté Chemin de Tournai BP 14 59273 Fretin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RMN
- Chemin de Tournai BP 14 59273 Fretin
- Code AIOT : 0007000729
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RMN (Recyclage de Matériaux du Nord) est détenue à 100 % par le groupe Eiffage.

L'activité de la société RMN consiste au recyclage des bétons et briques provenant de chantiers de démolition. Ces déchets inertes sont transformés en matériaux de travaux publics pour les assises de chaussée, les remblais et les couches de forme.

Les différents matériaux suivent des cycles de criblage et concassage puis sont déferrailés, avant d'être dépoussiérés et épurés pour donner un premier produit primaire secondaire.

- Une partie constitue un produit fini à destination de chantier de travaux publics ;
- L'autre partie nécessite un traitement dans une centrale à blanc afin d'obtenir des produits, dits de reconstitution, plus élaborés résultant de leur mélange avec des sables, de la chaux ou des cendres. Ils sont alors utilisés comme matériaux de remblais, d'assises de chaussées, de couches de forme et lits de pose pour travaux publics.

Il est à noter l'existence d'un contrat d'assistance entre les sociétés RMN et PréFerNord. Cette dernière exploite une unité de traitement de mâchefers et de ferrailles sur une partie des terrains de la société RMN (2,7 ha sur les 13,8 ha).

La société PréFerNord est régulièrement autorisée et est connue de l'inspection des installations classées.

Les activités du site sont encadrées par les actes administratifs suivants :

- Arrêté préfectoral du 16 mai 1984 autorisant la Société de Recyclage de Matériaux du Nord (RMN) à exploiter à Fretin, une unité de concassage, criblage et recyclage de matériaux de démolition ;
- Arrêté préfectoral du 11 mars 1991 imposant des prescriptions complémentaires à la Société de Recyclage de Matériaux du Nord (RMN) pour le site qu'elle exploite à Fretin ;
- Récépissé de déclaration du 05 septembre 2008 délivré la Société de Recyclage de Matériaux du Nord (RMN) pour son installation de distribution de liquides inflammables ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 19 avril 2010 imposant à la société RMN une mise à jour de son étude d'impact et de son étude de dangers.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Risques chroniques air et poussières sur les points suivants : dispositions pour limiter l'envol de poussières, mesure et VLE, contrôle périodique.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/05/1984, article 1	Sans objet
2	Prévention pollution air	Arrêté Préfectoral du 16/05/1984, article 4.1	Sans objet
3	Prévention pollution air	Arrêté Préfectoral du 16/05/1984, article 4.2	Sans objet
4	Prévention pollution air	Arrêté Préfectoral du 16/05/1984, article 4.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 27 octobre 2023 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts de France.

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités.

#### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/1984, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> La S.A. Société Recyclage de Matériaux du Nord – Siège Social : Chemin de Tournai, B.P. 14 à Fretin – est autorisée à installer et à exploiter à Fretin, lieudit « la Voie des Poissonniers », une unité de concassage, criblage et recyclage de matériaux de démolition.
<b>Constats :</b> L'inspection fait un point sur la situation administrative de RMN et le projet de regroupement des sites RMN et Prefernord. En novembre 2012, un projet d'arrêté préfectoral a été rédigé mettant à jour les prescriptions applicables à la société RMN. Ce projet a été validé en Coderst puis transmis à l'exploitant pour avis. Celui-ci a émis ses remarques en décembre 2012 mais le projet d'arrêté n'a pas été finalisé par la signature du document.  Le projet d'unicité des sociétés RMN et Prefernord est à l'étude depuis ces dernières années. Une note de synthèse en ce sens a été élaborée en décembre 2017..  L'inspection a souhaité revenir sur le projet de centrale à béton figurant dans la note de synthèse. Cette centrale est en activité et exploitée par RMN (sous le régime de déclaration). L'inspection a demandé la déclaration initiale de celle-ci. Ce document a été transmis par l'exploitant. La déclaration a été déposée par la société EQIOM Bétons en décembre 2018. Le projet d'unicité permettra d'intégrer également la centrale à béton sous un seul et unique exploitant.
<b>Observation :</b> L'unicité des sociétés RMN et Prefernord a été jugée opportune par l'exploitant. Sous 2 mois, le futur exploitant adressera au préfet, une note de synthèse sur la situation administrative complète des deux sites accompagnée du calcul des garanties financières et l'annonce du changement d'exploitant. Cette demande sera traitée par l'inspection par dossier séparé, avec une proposition au préfet d'un arrêté préfectoral unique, avec un exploitant unique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prévention pollution air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/1984, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions seront prises pour que l'établissement ne soit pas l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.
<b>Constats :</b> RMN possède une centrale de grave ne générant pas d'émission de poussières du fait de l'absence de broyage au profit d'un malaxage par le mélange de granulats et de sable avec un liant et de l'eau le cas échéant. Le site comprend également une unité de concassage/criblage de brique, béton du bâtiment et chaussée. Cette installation générant des poussières, des chaussettes ont été ajoutées sur les sauterelles depuis le 15 septembre 2022, dont l'inspection a constaté lors de la visite terrain. Les 2 broyeurs sont équipés d'un système de dépoussiérage : systèmes de filtration avant rejet à la cheminée.  Un brumisateur permet d'abattre les poussières sur la fraction de sable (les fines). En période sèche, les matériaux sont mouillés à l'aide du godet d'un chargeur ou avec une lance. Un système d'arrosage est présent sur les pistes intérieures avec un déclenchement toutes les 30 min pendant 5 min lors des périodes très sèches. Le déclenchement est étendu à toutes les 45 min voire toutes les heures en période moins sèche. Ce système d'aspersion est complété par un arrosage à partir d'une tonne tirée par un tracteur et équipée d'un canon motorisé piloté par le conducteur. Un laveur de roues est également présent en sortie de site. Le passage des camions y est obligatoire par consigne, recensée dans le protocole de sécurité du site. Ce protocole de chargement et déchargement à destination des transporteurs a été transmis par courriel à l'inspection.  En complément de ces dispositifs visant à réduire l'envol des poussières, l'exploitant est invité à étudier la mise en place en amont du stockage de merlons végétalisés ou d'un boisement.  La visite sur site a permis d'observer le passage des camions sur le rotolève qui est déclenché manuellement par le chauffeur mais également que la hauteur des stocks de produits finis est inférieure à la hauteur des merlons. Ils sont situés au milieu du site en point bas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Prévention pollution air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/1984, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et poussières – Mesure et VLE
<b>Prescription contrôlée :</b> Les concasseurs, cribles, jetées de bandes, etc. seront munis de systèmes d'aspiration permettant d'éviter les émissions de poussières. Ces systèmes d'aspiration seront reliés à une unité de dépoussiérage où sera traité l'air poussiéreux de telle sorte qu'une fois rejeté dans l'atmosphère, il ne puisse contenir plus de 0,020 g/Nm <sup>3</sup> de poussières quel que soit le régime de fonctionnement de l'installation.
<b>Constats :</b> La campagne de mesures 2022, établie par Kali'air, sur le rejet atmosphérique relatif au concasseur indique un taux de concentration de poussières de 1,9 mg/Nm <sup>3</sup> . Cette mesure est donc conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral indiquant une valeur maximale de 20 mg/Nm <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Prévention pollution air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/1984, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et poussières – contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle à l'émission tant sur la qualité que la quantité des rejets à l'atmosphère sera réalisé annuellement par un organisme indépendant.
<b>Constats :</b> La fréquence annuelle est respectée. A date de l'inspection, l'exploitant n'est pas encore en possession du rapport 2023, les mesures ayant été réalisées durant le mois d'octobre. Celui-ci transmettra les résultats dès que possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite